

Valls aux bons soins du bord de mer

Par Ramses Frank

Manuel Valls a conclu, en substance, dans une interview à RFI et TV5, que la France attendait que tous ceux qui ont participé aux élections présidentielles se retrouvent dans le cadre du dialogue ; et que ce qui importait pour la France, c'est que le Gabon remette en marche son économie. En somme, que les affaires reprennent. Au profit des entreprises françaises.

Que de légèreté ! Ces propos sont à la fois contre-productifs et un facteur qui conforte les nombreux Gabonais qui estiment qu'un dialogue ne doit pas avoir lieu. Comment, après avoir dit, le 16 janvier 2016, qu'Ali Bongo n'avait « pas été élu comme on l'entend » en 2009 ; avoir reconnu que des irrégularités se sont produites lors des dernières élections ; avoir demandé que le recomptage des votes soit effectué, avoir émis de sérieux doutes sur le rendu de la Cour constitutionnelle, demander au véritable vainqueur de cette élection de s'en tenir désormais à ce rendu.

Dans ses propos, Valls révèle ici la démarche d'une certaine France, celle des petits affairistes de couloir, à savoir le doux piège qu'elle croit

avoir tendu au candidat Jean Ping en l'invitant à se rendre à la Cour constitutionnelle. Car c'est bien cette France-là, incarnée par Valls, Jean-Marc Ayrault et d'autres, préoccupés par les moyens des prochaines campagnes électorales et le confort de leur petite retraite, qui n'a cure des droits des Gabonais à se choisir enfin leur chef d'Etat. C'est cette frange de la France qui s'exprime ici par la bouche de Valls.

Mais il y a des antécédents à cela. Des antécédents qui s'inscrivent dans les nombreux voyages que l'homme lige de Manuel Valls, son « Monsieur Afrique », Diowado N'jim, Mauritanien d'origine, quasi analphabète, a effectués entre Paris et le bord de mer.

De nombreuses rencontres ont eu lieu entre ce dernier et Maixent Accrombessi dans le temps. Et comme Omar aimait à le dire, le Gabon est une maison de verre. L'on découvre par la suite que ces voyages, effectués pour le compte de Valls, dont les pans de sa vie mensongère ont été mis à nu par le journaliste Emmanuel Ratier (« *Le Vrai Visage de Manuel Valls* »), révèlent une histoire des plus mensongères. A croire que la France ne mérite pas les leaders qu'elle a.

Des oreilles indiscrettes parlent bien d'une histoire de convoyage de fonds non moins sulfureux. Dans ces petites affaires, l'entourage d'un certain richissime homme n'est pas avare d'anecdotes au sujet des relations à plusieurs variables entre l'homme de toutes les missions opaques en Afrique, Diowado N'jim, et singulièrement au Palais du bord de mer. Ces relations auraient été enrichies par des fréquentations très poussées entre cette ombre de Manuel Valls et... Seydou Kane, toujours selon l'entourage de ce dernier, qui vante son assiduité à Matignon, lors de ses voyages parisiens, où, presque au quotidien, il prend son petit déjeuner dans les couverts en vermeille et sous les ors du resto des lieux. Cela est du reste corroboré par un rapport qui est tombé entre des mains indéliçates à Paris. Le milliardaire malien pourra toujours nier que des valises n'ont jamais circulé entre lui et Diowado pour un destinataire bien connu. Mais son entourage est formel et des faits décrits dans ce document de près de 60 pages sont donnés avec trop de précision. Il y est par exemple retracé les lieux où les sociétés par lesquelles les fonds qui ont fait l'objet des « *Panama papers* » ont été créés. Parmi eux, la

Tanzanie, d'où sont partis des transactions vers des comptes offshore. Tout comme l'on rapporte comment il a obtenu sa carte de séjour de dix ans en France en deux jours, moyennant une coquette somme de 300 000 euros (environ 200 millions de FCFA), officiellement pour soutenir « *les bonnes œuvres de la police* ». C'était sous Sarkozy.

C'est donc dire que les multiples positions de Manuel Valls sur la crise gabonaise ont été très motivées. Croisons les doigts pour que ce rapport ne tombe pas dans son intégralité dans les mains de la presse française.

Si Manuel Valls ne fri-cotait pas avec le chef de la junte militaro-putschiste installé à Libreville, comment expliquer ces revirements qui veulent prendre à témoin une légalité de façade, décriée par le même gouvernement Valls ? Omar Bongo disait que « *la bouche qui mange ne parle pas* ». A moins que ce ne soit aussi un trait de l'histoire ambiguë de celui qui a accusé le franquisme dans la cause de leur fuite en France, alors qu'il n'en était rien. Le mensonge, la perfidie et l'hypocrisie semblent être des vices bien entretenus chez Valls. A suivre.